



**17 septembre 2020 journée nationale
interprofessionnelle :**

Pour l'emploi et les salaires!

Profitant de la crise sanitaire qui frappe les travailleurs à commencer par les plus précaires, l'Etat en lien avec le MEDEF distribue des primes aux entreprises qui licencient. Le montant des aides cumulées au patronat s'élève à 100 Mds € et ceci sans contreparties sociales.

Comme il l'a fait avec le CICE et autres outils, l'Etat sponsorise le patronat avec les cadeaux fiscaux, il détourne l'argent public dans les poches des actionnaires, creuse la dette sociale et détruit les emplois.

La preuve : malgré ces aides colossales dont le MEDEF se réjouit, l'UNEDIC annonce la prévision de 900 000 destructions d'emplois contre seulement 160 000 créations annoncées sur 4 ans, alors que par expérience, nous savons que les objectifs ne sont que de l'affichage qui ne trompe plus personne!

En parallèle, le gouvernement accélère son programme de démantèlement des services publics et de la fonction publique, alors que leur rôle pour réduire les inégalités a été démontré quelles que soient les crises depuis toujours. Cent milliards pour les services publics seraient utiles pour répondre aux besoins !!

Ce plan n'a de relance que le nom, car ces 100 Mds d'argent public injectés continueront de subventionner la destruction d'emplois publics et le transfert de missions publiques vers le secteur privé pour satisfaire les appétits de quelques grands groupes.

Stop au chantage à l'emploi et à la baisse des salaires, refusons de payer leur crise!

Les plans de suppressions d'emplois pullulent même dans les secteurs ayant reçu un soutien massif de l'état : l'aéronautique, le bâtiment, le commerce....etc. Plus de 55 000 emplois directs et indirects sont menacés dans la région pour le seul secteur aéronautique. Combien dans les autres secteurs et services publics ??

Refusons le chantage à l'emploi des Accords de Performance Collective (APC) dans le privé! Refusons les fusions/restructurations et suppressions de postes dans le public ! Refusons les baisses des salaires au motif d'une crise dont nous ne sommes en rien responsables !

L'urgence est sociale !! Il est temps et nécessaire d'interdire les licenciements des entreprises subventionnées. Il est temps de consacrer notre argent aux services publics.

La priorité doit être donnée à la préservation et à la création en nombre d'emplois stables et qualifiés, à la sortie de la précarité en particulier des jeunes travailleurs, des étudiants, avec leur mise en protection sociale. Cela passe notamment par la réduction du temps de travail sans perte de salaire, le développement des services publics et des industries nécessaires à la réponse aux besoins en biens et services, en prenant en compte l'urgence écologique.

Il est urgent d'augmenter les salaires, les traitements, les pensions et les minimas sociaux.

Il est également temps d'en finir avec les aides publiques de toute nature dont bénéficient de grandes multinationales sans contrepartie et contrôle d'utilisation.

Nos organisations condamnent toute nouvelle régression en matière de retraite et de protection sociale programmées notamment par le Gouvernement au détour du projet de loi de finances de la sécurité sociale (création de la cinquième branche, augmentation de la CSG, etc. ...).

Les organisations appellent à la mobilisation le 17 septembre par la grève, les rassemblements sur le lieux de travail pour porter les revendications aux directions, par la participation massive aux manifestations inter professionnelles unitaires .

Toulouse, départ Arnaud Bernard à 10 heures

Uni-es et mobilisé-es le 17 septembre pour gagner le progrès social et environnemental!